RÉPUBLIQUE FRANÇAISE 2e CIRCONSCRIPTION (CLERMONT-MONTAGNE) DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME

ELECTIONS LEGISLATIVES



Roland VIEL

Electrices,

Electeurs,

Citoyens et Compatriotes,



Michel CHARASSE

En acceptant d'être candidat et en recevant l'investiture d'une grande formation Républicaine, démocratique et libérale de progrès social et de justice, j'ai mesuré les difficultés de ma tâche et répondu au désir et à la volonté des citoyens et des familles de notre région d'Auvergne, de ramener l'examen des problèmes et leurs solutions au niveau du Pays réel.

En engageant le combat avec mon collègue du Conseil Général GISCARD d'ESTAING, je souhaite apporter aux électeurs la possibilité de **juger les responsabilités et l'un des principaux responsables de la situation critique que connait la France.**

UN TRISTE BILAN

Pendant sept ans GISCARD d'ESTAING, ministre des Finances et des Affaires Economiques, a assumé la paternité et imposé le blocage des bas salaires, le blocage des prix agricoles et des honoraires de nombreuses professions libérales, suscité le sous-équipement universitaire, sportif, hospitalier, routier et en logements afin de permettre l'affectation d'une part énorme du budget aux dépenses atomiques et à l'aide aux rois nègres (3 600 milliards par an). Sans l'appoint des Giscardiens, il n'y avait pas de majorité permettant cette politique.

La France, brouillée avec tous les Pays de l'Europe Occidentale, d'Amérique, n'a pas à redouter leur agression, pas plus que celle de la Russie, la Roumanie, l'Albanie, la Bulgarie ou la Chine populaire, puisque finalement, c'est avec les régimes communistes sans distinction que, tout en condamnant paradoxalement le communisme, GISCARD et ceux qu'il soutient ont fait alliance pour sauver notre isolement. Rappelez-vous l'attitude théâtrale de GISCARD affrontant en costume léger et tête nue le froid sibérien pour serrer la main de KHROUCHTCHEV ou dansant la bourrée à Bucarest.

A la différence, nous ne pratiquons ni anticommunisme viscéral, ni politique de dupes, ce qui nous met d'autant à l'aise pour dénoncer l'impérialisme économique américain quand il étend ses tentacules, défie les nations faibles, s'approprie peu à peu les grandes industries de notre pays.

L'Europe qui, voici dix ans, était espoir de Paix, est devenue association de marchands de tapis par le fait et la volonté de la majorité constituée par GISCARD et ses Amis.

Pas plus ne sont dupes les électeurs quand ils entendent GISCARD dire Oui à De GAULLE lorsque cela le sert et « mais » quand cela arrange sa cuisine électorale. **Ce qui explique l'éviction spectaculaire de GISCARD du Ministère des Finances et les propos récents du Général qui déplore « les jeux personnels et dissidents qui hypothéquaient la majorité parlementaire » sans proposer réellement une solution de rechange.** N'est-ce pas ce qui a contribué le plus à la dissolution de l'Assemblée Nationale ?

Pierre LAVAL ne pouvant assurer son mandat parlementaire Auvergnat du fait de son éloignement permanent des réalités locales, avait eu pour lui de se faire élire à PARIS. **Pas une fois je n'ai vu GISCARD, présent pour le vote du budget par le Conseil Général. Pas une fois il n'a assisté à la Commission du Mont-Dore.** Seules les inaugurations spectaculaires ont sa faveur par souci d'opportunisme électoral.

Le SMIG à 377 francs par mois pour les ouvriers les plus mal payés, 1 500 000 salaires bloqués à moins de 500 francs par mois, 500 000 chômeurs, un pouvoir d'achat très faible de la masse salariale stoppant la vente des biens de consommation et provoquant la mévente des produits agricoles, s'ajoutent à son triste bilan.

Hormis l'Ecole des Impôts et 22 kilomètres de routes nationales sur 1 500 que compte le département, pas une réalisation marquante locale n'est à porter à l'actif de GISCARD au terme de dix ans de pouvoir. Tous les autres arrondissements, tous les autres départements ont, pour le moins, connu autant de réalisations. Par contre, fin 1969, toutes les routes départementales financées par le Conseil Général auront été refaites ou remises en état et cela uniquement avec les finances locales.

Le Centre Hospitalier en panne depuis des années, un programme de H.L.M. en retard, les primes différées, la suppression des 15 % de détaxe sur le matériel agricole, une T.V.A. informe et onéreuse pour tous (producteurs, commerçants et consommateurs), la fermeture des écoles et des perceptions, les universités ridiculement insuffisantes et sclérosées, l'effondrement et le marasme des marchés agricoles, les retraites de misère, une I.V.D. complexe, ne sont que quelques exemples relevés dans un bilan de faillite trop long.

NOTRE PROGRAMME

La consultation populaire est l'appel au peuple souverain. En écourtant les délais, en limitant la possibilité de consulter les différentes catégories sociales, d'étudier les plans régionaux dont la refonte sera inévitable au lendemain d'événements graves, le pouvoir a enlevé au peuple la possibilité de dire dans la clarté ses besoins économiques et sociaux, ses aspirations profondes, sa volonté de justice et de Paix sociale.

A l'heure où nous parlons, la France n'a plus d'alternative. Elle doit choisir le pari sur l'avenir en le raisonnant, en l'ordonnant pour le bien de tous les Français et s'opposer aux privilèges et aux profits de la haute finance et du capitalisme national ou international dont Giscard est un des indiscutables et authentiques représentants.

- **Pour les vieux** — Les retraites, quelles qu'elles soient devront être réajustées et indexées sur le coût de la vie. L'aide sociale doit devenir un devoir et ne plus être une aumône à la charge des communes.
- **Pour les salariés** — Le relèvement des bas salaires ne doit pas être remis en cause par l'augmentation du coût de la vie. L'échelle mobile pour les salaires inférieurs à 1 300 francs par mois, doit jouer automatiquement. L'âge de la retraite doit être progressivement abaissé.
- **Pour les paysans** — Réajustement immédiat des prix, respect des prix indicatifs, organisation interprofessionnelle des marchés. Remise des annuités d'équipement. Suppression de la T.V.A. Crédits d'exploitation à long terme à taux réduit. Aide effective et directe à l'élevage. Péréquation nationale des transports. Retraite à 60 ans.
- **Pour les commerçants et artisans** — Suppression des privilèges fiscaux accordés aux grandes sociétés de vente. Vote d'une loi anti-trust. Simplification de la fiscalité indirecte considérable et obscure qui fait du commerçant un percepteur, et de l'acheteur un contribuable permanent. Défense des P.M.E. si gravement menacées par les grandes entreprises capitalistes.
- **La Fiscalité** — La fiscalité doit porter sur le profit réel, à l'exclusion de toute dissimulation. Une loi réformant et allégeant l'impôt sur le revenu, aujourd'hui payé par 5 millions de contribuables de plus qu'en 1958, doit être déposée et votée par la nouvelle Assemblée dès la rentrée.
- **La Sécurité sociale** — Abrogation des ordonnances défavorables à tous les travailleurs et qui portent un coup mortel à nos stations thermales de La Bourboule, Le Mont-Dore, Royat. La responsabilité de la majorité gouvernementale et de Giscard est là encore, directement et gravement engagée.
- **L'Enseignement** — La démocratisation de l'enseignement ne doit plus rester un mot creux. Nous nous opposons à la fermeture des écoles primaires dans nos campagnes. Toutes les structures de l'enseignement sont à réformer à tous les niveaux. L'Université doit être ouverte sur la vie. Des débouchés doivent être obligatoirement créés pour les étudiants dans un pays dont le retard scientifique et technologique est considérable dans tous les domaines. Ce que l'on a trop longtemps caché au Pays.
- **Pour les jeunes** — Le service militaire doit être réduit à 10 mois, les allocations militaires et les dispenses plus nombreuses. La création d'emplois est une nécessité vitale pour la région, rien n'ayant été fait dans ce domaine. La participation des jeunes à la vie sociale, culturelle, universitaire doit être garantie. Droit de vote à 18 ans.
- **Pour les rapatriés** — Les 7 points du programme justifié des rapatriés doivent être retenus. L'amnistie doit être totale. Les combattants d'A.F.N. doivent être reconnus ainsi que les droits de tous les A.C. (Rapport Constant.)
- **Institutions** — L'indépendance de l'O.R.T.F. est la base de la démocratie. Le scandale de l'oppression dont elle était l'objet vient d'éclater, dénoncé par tous les journalistes et réalisateurs connus, de Léon Zitrone à Roger Couderc.
  Redonner les pouvoirs qui leur reviennent aux Assemblées élues, rendre son indépendance à la justice.
- **La Paix** — La Paix est une. Les provocations, les alliances d'occasion tournent le dos à la vocation de la France attachée à la liberté des peuples et à la coopération. Il faut édifier immédiatement l'Europe pacifique.
- **Les menus services** — Qu'il s'agisse des bourses scolaires, des retraites des vieux, de l'I.V.D., des permis de construire, des affectations militaires et de tous les « divers services » qui servent à Giscard de prétexte pour se prétendre utile c'est une insulte aux institutions et aux principes de justice et oublier que les élus qui sont en contact permanent avec la population, tels nos amis Montpied, Planeix, Boulay, Barroux, Sauzedde, Gauthier, sont de bien loin plus efficaces.

Electeurs, Electrices, l'heure est venue de mettre un terme aux duperies. Les faits, les réalités doivent l'emporter sur le mensonge, les effets de comédie, les faux-semblants. La foire aux illusions est terminée. La France connaît le marasme économique, le trouble permanent, l'inquiétude. L'Auvergne se meurt. Giscard participant et complice du pouvoir est, plus que de Gaulle, responsable de la situation lamentable que nous vivons.

Pour la défense des travailleurs, des agriculteurs et des familles, pour la protection de vos libertés, pour l'avenir de l'Auvergne,
Vous voterez pour les candidats d'Union Républicaine et de Paix Sociale présentés par la F.G.D.S.

Roland VIEL

Michel CHARASSE

IMP. MONT-LOUIS P.R. CLERMONT-FD